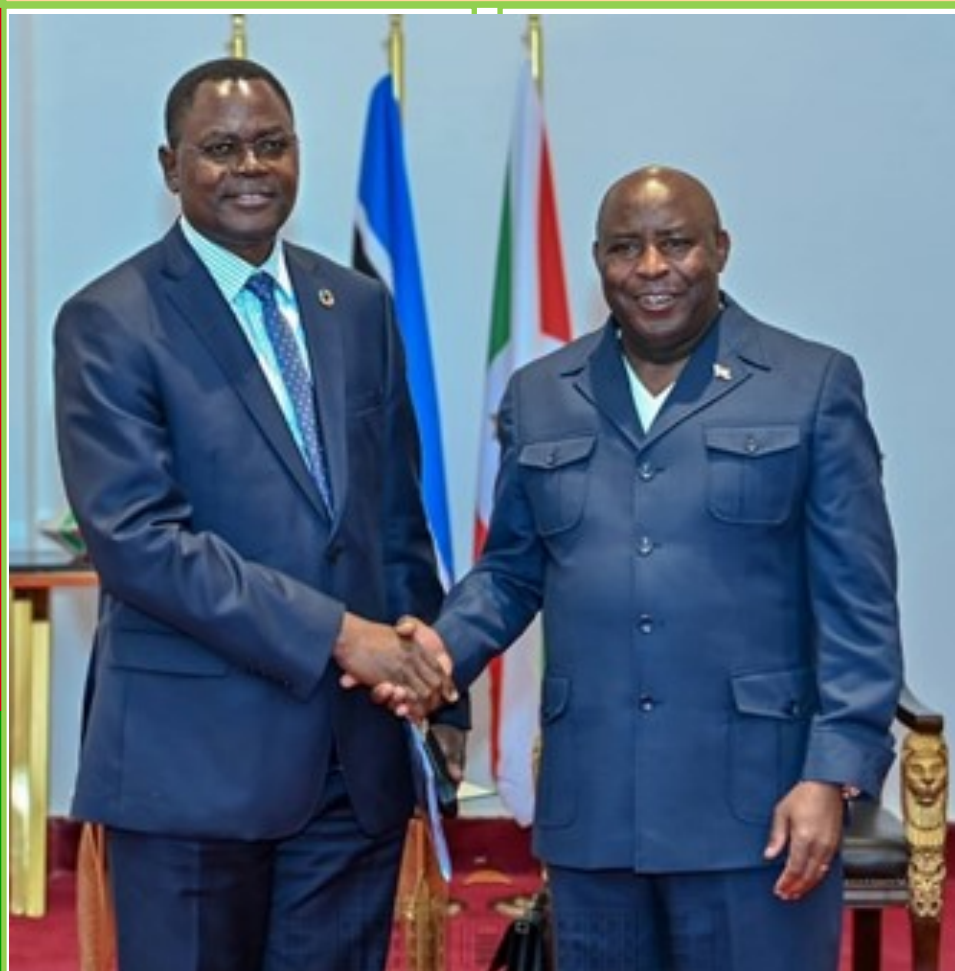




Le Chef de l'Etat Burundais salue l'apport Programme des Nations Unies pour Développement (PNUD) dans le développement du pays



Le vendredi 02 février 2022, lors d'une audience accordée au Représentant du PNUD au Burundi, Mr Mathieu Ciowela, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a salué la contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans le développement du pays et surtout dans la mobilisation

des partenaires. Après lui avoir brièvement présenté le programme de coopération entre le Burundi et le PNUD élaboré pour les 4 prochaines années, le Représentant du PNUD a félicité le Chef de l'Etat pour les différentes réformes initiées au Burundi en général et pour la Vision 2040-2060 en parti-

Dans cette Edition:	page
Le Chef de l'Etat Burundais salue l'apport Programme des Nations Unies pour Développement (PNUD) dans le développement du pays	1
Vers la consolidation des relations Belgo-Burundaises	2
Le Président Ndayishimiye inspire les chefs des partis politiques burundais dans le développement	2
Energie nucléaire : l'espoir tant longtemps attendu pour les Burundais	3
Remise et réception officielles d'un don offert par l'Ambassade de la République Populaire de Chine au Burundi, au Sénat du Burundi	4
Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement présente les réalisations du Ministère pour le 1 ^{er} semestre 2023-2024	5
	8

culier qu'il a qualifié de voie irréversible de transformation du pays. "Nous allons poursuivre avec la coopération et voir quel appui on peut apporter" a indiqué Mr Mathieu Ciwela après avoir échangé sur les voies et moyens de permettre au Burundi d'atteindre l'émergence. " Le Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage nous permettra d'avoir des données réelles sur la vie du pays", a laissé entendre le Numéro Un Burundais qui s'exprimait sur

les projets et programmes initiés et en cours d'exécution afin de propulser l'économie nationale.

Le Président de la République a fait savoir que le Gouvernement du Burundi a besoin de l'appui des partenaires pour implémenter la réforme du budget programme et la digitalisation de tous les services publics afin d'asseoir une bonne gouvernance dans le pays. **(Présidence)**

Vers la consolidation des relations Belgo-Burundaises



Le vendredi 02 février 2024, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a également accordé une audience à Mme Heidy Rombouts, Directrice Générale en charge de la Coopération au Développement et Aide Humanitaire(DGD), au Palais de Kiriri. Les deux Hautes personnalités se sont entretenus sur le renforcement de la coo-

pération Belgo-Burundaise. "Nous venons de signer un nouvel accord d'une valeur de 75 million d'Euro dans les secteurs de la santé, Education professionnelle et l'agriculture", a révélé Mme Heidy Rombouts réaffirmant l'engagement du Royaume de Belgique à poursuivre le partenariat avec le Burundi bien que ce dernier ait connu des hauts et des bas". " On a décidé de ne pas devenir esclave du passé. Même avec la découverte de certaines vérités par la Commission Vérité et Réconciliation(CVR), il n'y a pas eu de tensions", a dit le Chef de l'Etat Burundais qui en rassurant la Diplomate Belge sur la situation politico sécuritaire du Burundi en soulignant que l'époque des conflits ethniques est révolue et que tous Burundais sont plutôt mobilisés pour le développement.

Le Numéro Un Burundais lui a en outre informé sur les efforts du Gouvernement investis notamment dans le domaine de l'agriculture pour accroître la production, le domaine de la démographie pour juguler le taux de croissance et dans le secteur minier à travers la révision du code y relatif afin de lutter contre la corruption et les malversations économiques.

Au cours de cette audience, les deux Hautes personnalités ont également échangé sur la question sécuritaire dans la région où ils ont exprimé le souhait mutuel de voir l'Est de la République Démocratique de Congo (RDC) stabilisée dans l'intérêt de toute la région.**(Présidence)**

Le Président Ndayishimiye inspire les chefs des partis politiques burundais dans le développement

Le mercredi 31 janvier 2023, les chefs des partis politiques agréés au Burundi ont visité, lors d'un voyage organisé en commun, les projets de développement initiés par le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye, en provinces Gitega et Karusi.

Son excellence Evariste Ndayishimiye est un modèle de société à suivre. Ses différents projets dans les do-

maines agro-pastoral et piscicole n'ont laissé aucun doute aux visiteurs quant à l'avenir meilleur du Burundi, c'est à dire Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060, au cas où tout le monde s'adonnait au travail.

A leur arrivée, ils ont d'abord visité le centre naisseur des champignons nommé SOVERT, opérant dans la production, et la vente des semences et des bottes de champignons. Cette coopérative gère plus de 200 em-

ployés, et encadre 110 autres petites coopératives à travers tout le pays.



Les visiteurs ont pu arriver aux fermes de Murayi, en commune Giheta et de Bugendana, qui abritent des centaines de vaches. En plus des produits laitiers habituels, la ferme de Murayi constitue une source de l'énergie biogaz à base de la bouse, pouvant atteindre 50kw dont 10Kw seulement sont utilisés dans l'éclairage de la ferme, et la cuisson. Le concepteur du projet est prêt pour étendre l'éclairage aux ménages environnants.

Par la suite, les Chefs des partis politiques ont été émerveillés par le projet d'un abattoir de lapins en fin de construction sur la colline Gasunu en commune Gitega qui vient répondre aux préoccupations

d'écoulement des éleveurs de lapins. Ce projet a été initié par la Coopérative SOPRAGRIE (Solidarité pour la Promotion de l'Agri-Elevage) dont fait partie le numéro Un burundais.

On estime que cet abattoir pourra produire 1000 lapins par heure. Le Président Ndayishimiye appelle ainsi toute la population burundaise à pratiquer cet élevage sans répit.

Sur la colline Ryanyoni, en zone Kabanga de la commune et province Gitega, Son Excellence le Président de la République a initié un centre naisseur de porcins. Les Chefs des partis politiques ont admiré les quatre différentes races qui s'y trouvent et dont les résultats de croisement sont satisfaisants.

La journée qui était riche en expériences a permis aux visiteurs d'admirer la production des étangs piscicoles, un projet exécuté dans le marais séparant les communes Buhiga et Bugenyuzi de la province Karusi et qui s'étend sur une superficie de 2,5 ha. On y trouve différentes sortes de poissons dont les tilapias, les calpes, et les Clarias.

Les représentants de certains partis politiques agréés au Burundi, témoins oculaires des réalisations de Son Excellence le Président de la République l'ont profondément félicité, avant de s'engager de suivre le modèle afin de contribuer au pays en général et à leur parti en particulier. **(Présidence)**

Energie nucléaire : l'espoir tant longtemps attendu pour les Burundais



Le Président de l'Assemblée Nationale Très Honorable Gélase Ndadirababwiza espère que l'usage de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques permettra à coup sûr de relever le train de vie de la population qui va en profiter pour installer de petites unités de transformation. Il a exprimé son espoir au cours de l'analyse du projet de loi portant



ratification par le Gouvernement de la République du Burundi de l'accord entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la coopération dans le domaine

de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, projet de loi qui a été adopté à l'unanimité des députés qui étaient présents à la séance plénière de mercredi 31 janvier 2024.

Le Ministre de l'hydraulique, de l'énergie et des mines Ingénieur Ibrahim Uwizeye a fait savoir que cet accord, qui repose sur l'intérêt mutuel d'établir un cadre juridique stable pour faciliter une coopération en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, a été signé en marge du Sommet Russie -Afrique tenu en dates du 27 et 28 juillet 2023 à Saint Petersburg en Russie. Il a également précisé que la coopération dans le domaine de l'utilisation nucléaire à des fins pacifiques est appelée à devenir un des boulets majeurs du partenariat stratégique déjà établi entre le Burundi et la Russie depuis 60 ans.

Il a informé que l'accès du Burundi à une coopération bilatérale dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ne pouvait se concevoir que dans un cadre compatible avec le régime international de non-prolifération nucléaire. Il s'est réjoui que le Burundi a déjà souscrit à un certain nombre d'engagements internationaux ; l'adhésion aux conventions et organisations internationales en la matière à base desquelles le Burundi a conçu les différents projets et programmes qui en découlent dont la mise en œuvre nécessite une certaine expertise et équipements appropriés.

Il a également informé que l'expertise acquise par le

Gouvernement de la Fédération de Russie dans ce domaine le rend particulièrement bien placé pour répondre aux attentes du Burundi. Le Burundi est confronté à d'immenses besoins énergétiques. Grâce à cette coopération avec la Fédération de Russie, le Burundi pourra limiter sa dépendance énergétique en produisant sa propre source d'énergie durable.

Pour ceux qui s'inquiètent de la multiplication des cas de cancer avec l'exploitation de l'uranium, il leur a été démontré que même si l'idéal est de concilier la production de l'énergie nucléaire avec la protection de la santé humaine, chaque progrès comporte des risques, ce qui ne peut nullement bloquer cette marche en avant. D'ailleurs pour le cas d'espèce, les déchets seront emportés par les exploitants.

Pour le Ministre Ibrahim Uwizeye, la production de 200 mégawatts pour le Burundi n'est pas si insignifiante qu'on le croit. Sinon, l'accord préconisait un dixième de la production locale de l'énergie, ce qui tomberait à 20 mégawatts seulement.

Quant à ceux qui souhaitent la production au Burundi de l'uranium enrichi, le Ministre Ibrahim Uwizeye a révélé que seuls six pays possèdent cette licence. A côté de la Russie, la France et l'Angleterre, il y a aussi le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et le Japon.

Il convient de rappeler que consécutivement à la matérialisation de cet accord, un centre national de cancérologie sera implanté au Burundi. **(Assemblée Nationale)**

Remise et réception officielles d'un don offert par l'Ambassade de la République Populaire de Chine au Burundi, au Sénat du Burundi



Le mardi 30 janvier 2024, le Sénat a organisé, à son siège, sis à Gitega, les cérémonies de remise et réception officielles d'un don offert par l'ambassade de la République Populaire de Chine au Burundi au Sénat du Burundi. Ce don était composé de



deux véhicules et du matériel de bureau : les laptops, les imprimantes, les batteries et le back up.

Ces cérémonies ont été essentiellement marquées par la présentation du don remis et réceptionné, le discours

prononcé par le Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel Sinzohagera ainsi que celui de l'ambassadeur de la République Populaire de Chine au Burundi, Madame Zhao Jiangping.

Dans son allocution, le Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel Sinzohagera a exprimé sa gratitude envers la République Populaire de Chine pour ce don qui vient contribuer dans la bonne marche des activités de l'institution sénatoriale. Il a indiqué que le concours de la Chine reste d'une grande utilité, même face à d'autres défis auxquels le Sénat est confronté.

Très Honorable Sinzohagera a aussi remercié ce pays, pour son engagement dans divers domaines de la vie du Burundi, tels que la politique, l'économie, l'éducation, le commerce, la culture et bien d'autres.

Il a exhorté la République Populaire de Chine d'accompagner le Burundi dans la réalisation de sa vision nationale, pays Emergent en 2040 et Développé en 2060

Quat à l'ambassadeur de la Chine au Burundi, elle a indiqué que les échanges législatifs entre la Chine et le Burundi sont l'un des canaux majeurs pour renforcer l'amitié entre les deux pays et que la Chine y attache une grande importance. Elle a expliqué que ce don est un geste significatif qui témoigne de l'amitié traditionnelle entre le Burundi et la Chine, et qui concrétise l'échange entre leurs institutions législatives.

Elle a rassuré que les deux parties vont multiplier encore les échanges de visites et d'expériences en matière de gouvernance, dans le but de fortifier la coopération dans le domaine législatif et ainsi atteindre un développement commun. **(Sénat)**

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement présente les réalisations du Ministère pour le 1^{er} semestre 2023-2024



Le mercredi 31 janvier 2024, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Albert SHINGIRO, a présenté les réalisations du Ministère pour le 1^{er} semestre 2023-2024 dans le but de montrer à la communauté nationale et internationale le travail quotidien du Ministère, ses forces, ses défis et les perspectives d'avenir.

Dans son allocution, Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Albert SHINGIRO a présenté les activités phares du Ministère en cinq axes, à savoir : les gains politico-diplomatiques, la promotion de la coopération multilatérale, le renforcement de la coopération bilatérale, la poursuite de la mise en œuvre de la nouvelle politique basée sur la diplomatie économique, l'encadrement de la diaspora et la promotion de l'emploi des migrants ainsi que



quelques actions menées au sein de l'administration centrale.

Concernant les gains politico-diplomatiques, Ambassadeur Albert SHINGIRO a mis l'accent aux accords, memoranda d'entente et avenants qui ont été signés et ratifiés et d'autres qui sont en cours de ratification.



Il s'agit entre autres des accords signés entre le Burundi et la Russie relatifs à l'utilisation de l'énergie nucléaire, à la justice et à la fonction publique; un laboratoire moderne mobile, un accord de siège entre le Burundi et le COMESA portant sur l'accueil au Burundi de toutes les réunions, ateliers et activités du

COMESA dont le Burundi assurera la présidence.

En plus, le Burundi a gagné deux nouvelles relations amicales des pays comme El Salvador (de l'Amérique latine) et Trinité-et-Tobago (des Caraïbes), pays plus lointains mais bénéfiques vis-à-vis au développement du Burundi.

Le Burundi a ensuite échangé avec les pays qui forment le Centre de Recherche et de Documentation sur les Traditions Orales et les Langues Africaines (CERDOTOLA) et se sont convenus que son siège se placera à Bujumbura, et c'est déjà fait depuis le 10 août 2023, ce qui a un impact positif à l'égard de l'économie du Burundi. (MAECD)

Le Burundi renforce la coopération internationale



Le Burundi a eu l'occasion de signer un accord avec l'Arabie Saoudite de 50 millions de dollars de financement relatif à la réhabilitation moderne de l'Hôpital Roi Khaled (CHUK) et ces frais s'ajoutent au plus de 30 millions de dollars qui sont accordés au Gouvernement Burundais à travers son Ministère ayant les Finances dans ses attributions.

Le Burundi a encore participé au Sommet du Groupe77+ la Chine, au Cuba, à Havane, un groupe qui est formé de 121 pays prêts à soutenir le Burundi au moment opportun. Le Burundi a en outre participé à la 3^{ème} Conférence extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC sur la situation au Gabon, dans laquelle le chef de l'Etat Burundais a pu donner sa position par rapport à la question du Gabon. Le Burundi a de même participé au 15^{ème} Sommet des BRICS (Brésil, Inde, Chine, Russie et Afrique du Sud) à Johannesburg. Cette invita-

Relativement à la promotion de la Coopération internationale, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, lors de la présentation des réalisations du Ministère pour le 1^{er} semestre 2023-2024, s'est basé sur l'organisation et la participation aux pas mal des réunions et sommets tenus dans différents pays. L'on citerait entre autres : la Conférence des Parties qui s'est engagés à respecter la convention des Nations Unies sur le changement climatique (COP28) tenue à Dubaï au cours de laquelle le Prési-



dent de la République du Burundi a eu l'opportunité de partager avec le monde l'expérience dans la lutte contre les changements climatiques. Le Numéro Un Burundais a aussi échangé avec les investisseurs qui souhaitent venir au Burundi dont quelques-uns viendront le mois de janvier. Dans la série de ces réunions,

tion, du côté du Burundi, montre que ces pays se jouissent de la contribution du Burundi et en ont confiance, vis-à-vis de sa position actuelle en rapport avec la paix et la sécurité. Le Burundi n'a pas manqué de participer au Sommet sur l'alimentation et l'agriculture en Afrique à

Dar Es Salaam vu que Son Excellence le Président de la République du Burundi a mis en avant l'agriculture au Burundi. Le Burundi n'a pas seulement visité d'autres pays, mais de l'autre côté ledit pays a accueilli des visi-

teurs. Il a également accueilli 60 délégations venant de la Somalie, Gabon, et le Président de la FIFA, Mr Gianni INFANTINO, etc.(MAECD)

Différents projets sont réalisés dans le cadre de la coopération bilatérale



bonne gouvernance, etc. Cela a été annoncé par le Ministre, Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO, lors de la présentation des réalisations du Ministère pour les six premiers mois de l'année budgétaire en cours. Le Burundi a ensuite signé un accord avec le Japon concernant le projet de réhabilitation du port de Bujumbura, le projet de réhabilitation et de modernisation de l'Aéroport International Melchior Ndadaye de Bujumbura. A ce sujet, le Burundi a également assuré le suivi du projet de construction du bâtiment du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement à Gitega, l'accord d'assistance pour le développement durable pour la période 2022-2026 entre le Burundi et les Etats Unis via USAID dans tous les domaines du développement durable d'un montant de 400 millions d'Euros sur cinq ans, soit 80 millions par an.

Dans le cadre de la promotion de la coopération bilatérale, le Burundi, à travers son Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, a signé un accord

Du côté de l'éducation, le Burundi a négocié et obtenu plus de 271 bourses d'études et de 56 stages de formations auprès des partenaires plus importantes qui sont la France, le Maroc, l'Egypte, le Japon, la Chine, l'Algérie et l'Inde.(MAECD)



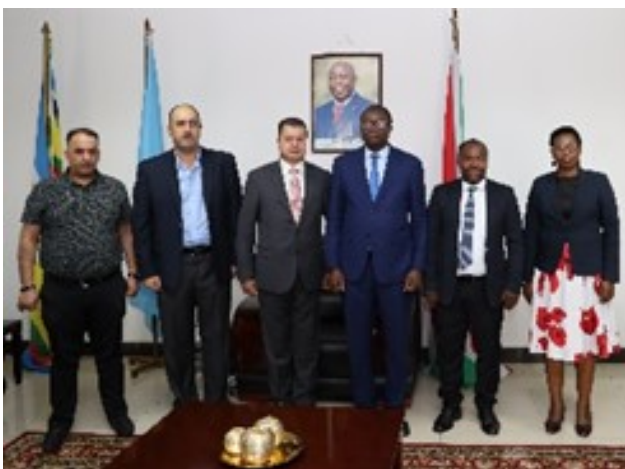
avec la Belgique dans les activités de développement couvrant 75 millions d'Euros dans les domaines de l'agriculture, l'éducation, la santé, la

L'encadrement de la diaspora burundaise et la promotion de l'emploi des migrants

Dans une Conférence de presse tenue par le Ministre des Affaires Etrangères



et de la Coopération au Développement en vue de présenter les réalisations semestrielles pour la période de juillet à décembre 2023, l'encadrement de la diaspora burundaise et la promotion de l'emploi des migrants ont été des objectifs visés dont plusieurs actions ont été réalisées. C'est notamment l'organisation de la Semaine de la diaspora édition 2023; multiples descentes aux sièges des agences de recrutement des travailleurs migrants burundais pour s'assurer de leur mode de travail ; organisation des ateliers de sensibilisation sur les principes de la migration légale et régulière à l'endroit des administratifs burundais (Gouverneurs et Commissaires de police provinciaux) ; agrément de sept (7) nouvelles agences de recrutement des travailleurs migrants ; déploiement légal de plus de travailleurs migrants burundais à destination de l'Arabie Saoudite (statistique du 31 décembre 2023). Plus de 6700 travailleurs migrants sont partis avant la mise en œuvre de nouveaux accords. Jusqu'à présent, à peu près 10.000 travailleurs burundais sont envoyés travailler à l'étranger. Il est signalé ici que les négociations se poursuivent



vent entre d'autres pays comme la Jordanie, le Qatar, le Koweït, Oman et Bahreïn. Plus de 5 milliards sont enregistrés dans la caisse de l'Etat, a ajouté le Ministre

des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement.

Signalons que d'autres actions phares ont été réalisées au niveau de l'administration centrale dans le cadre du renforcement de la bonne gouvernance et du développement des infrastructures publiques, a dit le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement. Il s'agit de: l'organisation d'une retraite des Ambassadeurs Burundais accrédités à l'étranger par le Chef Suprême de la diplomatie burundaise, Son Excellence le Président de la République du Burundi; l'organisation d'un séminaire de formation et d'échange à l'intention des parlementaires, membres des commissions chargés des



questions politiques et diplomatiques et la formation intensive des Ambassadeurs Burundais nouvellement nommés. D'autres activités phares réalisés au Ministère sont entre autres le suivi des constructions des ambassades du Burundi dans les pays d'accréditation (Addis Abeba, Kigoma, Dar er salaam, Somalie et Kampala) pour minimiser les frais de loyer. **(MAECD)**

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement déterminé à renforcer la diplomatie économique



Les défis auxquels fait face le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement concernent l'insuffisance des moyens matériels et financiers, ce qui a ralenti le travail ; le manque de compétences spécifiques suite au départ des anciens à la retraite et le manque de bâtiment pouvant abriter tous les services du Ministère.

Pour les perspectives d'avenir, le Ministre Ambassadeur Albert SHINGIRO s'est engagé au nom du Ministère à continuer à mener quelques activités avec ardeur et énergie afin de mettre en œuvre la vision du Gouvernement du Burundi 2040-2060. Je cite ici : poursuivre la politique étrangère axée sur la diplomatie économique ; défendre les intérêts du Burundi et des Burundais de l'étranger ; embellir l'image du Burundi à l'étranger à travers la diplomatie culturelle et le tourisme ; poursuivre les efforts du Burundi pour continuer à jouer son rôle dans la recherche des solutions ; assurer une présence accrue du Burundi et des Burundais dans les organisations régionales et internationales ; renforcer les capacités du personnel du Ministère et enfin faire l'acquisition des bâtiments propres du Burundi dans ses missions diplomatiques. (MAECD)

Le renforcement de la diplomatie économique, culturelle et touristique



Selon le Ministre des Affaires Etrangères et de la coopération au développement, Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO, plusieurs actions ont été menées pour renforcer la diplomatie économique. L'attrait des investissements étrangers pour venir augmenter le développement du Burundi ; les échanges commerciaux ; le transfert des technologies spécialement dans le secteur de l'agriculture ; le développement du tourisme et du secteur privé fort et dynamique ainsi que la construction des infrastructures majeures comme les aéroports, les ports, le chemin de fer, les autoroutes, les salles de conférences et les stades répondant aux normes internationales, à travers des partenariats stratégiques gagnant-



gagnant dans le contexte de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND 2018-2027) révisé et du Programme d'Actions

Prioritaires du Burundi (PAP 2022-2027) ainsi que la vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 en sont les plus grandes.

Lors de sa présentation des réalisations du Ministère pour la période de juillet à décembre 2023, le Ministre SHINGIRO a également mentionné les actions effectuées dans le cadre de la promotion culturelle et touristique. En effet, le Burundi a envoyé des tambourinaires et la présentation des vidéos pour montrer les attractions touristiques du Burundi à l'Expo 2023 de Doha au Qatar et Addis-Abeba en Ethiopie. Le groupe culturel « Amagaba », tambourinaires et danseurs ont aussi représenté le Burundi à l'étranger. (MFADC)

Formation en kinésithérapie et réadaptation à l'INSP



L'Institut Nationale de Santé Publique (INSP) en collaboration avec la croix rouge du Burundi et en partenariat avec la croix rouge française à travers le projet "AMAGARA YACU financé par l'agence française de développement, a organisé le mardi 30 janvier 2024, un atelier de validation du curriculum de formation de la filière de Kinésithérapie et de réadaptation à l'INSP.

L'INSP s'est engagé dans la réforme des études pour intégrer le système Baccalauréat, Master, Doctorat (BMD) et ainsi rejoindre le parcours de formation des autres pays de la Communauté Est Africaine (EAC). Le Directeur Général de l'INSP Nyandwi Joseph a fait savoir que pour faire fonctionner le système BMD, un système d'assurance-qualité assez robuste doit être mis en place.

Joseph Nyandwi a fait savoir que la filière de kinésithérapie et réadaptation a ouvert ses portes en 2019 à l'Institut Nationale de Santé Publique (INSP) mais qu'à ce moment la kinésithérapie et la réadaptation était peu développée et aucune structure de formation en kinésithérapie et réadaptation n'existait dans le pays. Et d'ajouter que depuis son ouverture, la filière de kinésithérapie et de réadaptation en est à ses 2 promotions. Le DG de l'INSP a indiqué que le projet Amagara YACU vise à améliorer la qualité de l'offre de soins de san-

té primaire et la surveillance épidémiologique en renforçant d'une part les ressources humaines en santé auprès de l'INSP et en considérant les capacités de veille épidémiologique grâce au renforcement du laboratoire nationale de santé publique.

Le Directeur Général de l'INSP a indiqué que la révision du programme a été faite pour améliorer la qualité et le suivi de prestations des laboratoires d'analyse médicales. Il a indiqué qu'il y aura une enquête nationale pour identifier tout le personnel du système de santé et leur spécialité et dégager ce qui manque. Cela sera une base de données pour pouvoir projeter dans le futur le besoin du personnel et mettre en place des mécanismes de remplacement par la formation des unités dont on aura besoin.

Joseph Nyandwi a fait savoir que l'INSP a une ambition que la formation de l'école de la kinésithérapie et réadaptation soit un pôle d'excellence au niveau nationale et même dans la région parce que " Nous avons le bâtiment, les équipements nous avons aussi les enseignants et la collaboration avec des partenaires a précisé le DG de l'INSP. (RTNB)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Dévelop- pement

Département de la Communica- tion

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi